



Mémoire  
concernant

la présence des troupes militaires canadiennes  
en Afghanistan

Présenté  
aux audiences populaires  
pour le retrait des troupes canadiennes  
de l'Afghanistan

par le

Conseil régional FTQ Montréal métropolitain

Le 9 février 2008

**Mémoire du Conseil régional FTQ Montréal métropolitain  
Présenté aux audiences populaires pour le retrait des troupes canadiennes de  
l'Afghanistan**

Samedi le 9 février 2008

Le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain est heureux de profiter de cette occasion d'intervenir sur le rôle du Canada en Afghanistan et en remercie le *Collectif Échec à la guerre* pour l'organisation des présentes audiences populaires.

Lors de son assemblée générale de novembre 2006, les membres délégués ont adopté une résolution concernant la présence des Forces armées canadiennes en Afghanistan, résolution qui fut par la suite transmise au Premier ministre Harper ainsi qu'aux trois chefs des partis d'opposition à Ottawa. Nos affiliés considéraient la situation en Afghanistan très préoccupante et demandaient au gouvernement canadien qu'à défaut d'y assumer un rôle de maintien de la paix et de force d'interposition, de prendre les mesures nécessaires pour assurer le retrait immédiat des troupes canadiennes de ce pays.

Le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain représente les affiliés de la Fédération des travailleurs et travailleuse du Québec (FTQ) des villes de Montréal, Laval et Longueuil et de la zone de la Rive-Sud de Montréal qui va de Beauharnois à Varennes, touchant les MRC de Lajemmerais, Champlain et Roussillon. Nous représentons ainsi plus de 200 000 travailleurs et travailleuses de tous les types d'industries et de services, du secteur privé et du secteur public.

Au départ, le Canada s'est engagé en Afghanistan dans une mission axée sur l'aide humanitaire et le maintien de la paix. Mais les objectifs et la réalité de cette mission ont changé de nature suite à la stratégie militaire établie par les États-Unis et adoptée par l'OTAN. Cette stratégie n'a pas réussi à faire régner ni la paix, ni instauré la démocratie, ni réduit la pauvreté, pas plus qu'elle n'a mis fin à la production massive de pavot destiné à la fabrication d'héroïne ou aidé à reconstruire l'Afghanistan. Bien au contraire.

Dans une récente déclaration, le chef d'état-major de l'armée canadienne, Rick Hillier, mentionnait qu'il était impossible de penser que les troupes canadiennes puissent demeurer dans la province de Kandahar en n'effectuant que des missions humanitaires. Il estime impossible que les soldats canadiens ne soient pas impliqués dans des combats du fait que l'armée Afghane est encore incapable de mener les combats contre les forces « insurgées ».

De plus, différents reportages ont fait état d'allégations de complicité de l'armée canadienne avec la torture de prisonniers Afghans. Cette situation a par

ailleurs été dénoncée par les partis d'opposition à la Chambre des communes. Mais selon le porte-parole de l'ONU à Kaboul, Dan McNorton, la torture existera toujours. « Vous êtes en Afghanistan, ici, pas dans un pays occidental », a-t-il souligné. On est bien loin de la mission humanitaire.

D'autre part, la condition des femmes particulièrement discriminatoire, cruelle et dégradante sous le régime des Talibans n'a été améliorée que dans certains centres urbains et rien ne laisse entrevoir un changement profond dans le reste du pays dominé par les seigneurs de la guerre.

Le parlement Afghan est maintenant composé pour la moitié de seigneurs de la guerre et ces derniers font toujours régner sur la plus grande partie du territoire un régime féodal qui n'a rien à voir avec le modèle démocratique que les forces occidentales disent vouloir installer dans ce pays.

Pour ces motifs, le CRFTQMM

Exige le retrait des troupes canadiennes en Afghanistan puisqu'elles ne sont pas revenues à leur rôle traditionnel de maintien de la paix et de force d'interposition.

Demande au gouvernement canadien de renforcer l'aide au développement en Afghanistan, notamment en soutenant des ONG afghanes et étrangères, afin de remplacer l'argent de la guerre par l'aide humanitaire.